

# Février 1934 - Il y a 80 ans : la chute de Vienne la Rouge

samedi 22 février 2020, par [HEIMBERG Charles](#), [RIERA Ataulfo](#) (Date de rédaction antérieure : 14 février 2014).

**Le mois de février 1934 fut un moment crucial dans l'histoire du mouvement ouvrier. Un peu plus d'un an s'était écoulé depuis la résistible ascension d'Adolf Hitler au pouvoir en Allemagne. Les gravissimes erreurs des partis communistes stalinisés et des sociaux-démocrates avaient laissé le champ libre à une offensive réactionnaire qui s'est articulée à l'échelle européenne. En Autriche, le parti chrétien bourgeois du chancelier Dolfuss s'était étroitement lié à l'Italie mussolinienne et était de plus en plus engagé sur la voie d'un véritable « austro-fascisme » - ou « catho-fascisme », car fortement teinté de cléricisme réactionnaire. [1]**

Le 12 février 1934, face à de nouvelles perquisitions et des arrestations de ses dirigeants par la police, la milice ouvrière du parti social-démocrate autrichien, le « Schutzbund », déclenche une insurrection armée à Vienne et dans quelques autres villes. Mais cette insurrection se soldera par le massacre de 1.200 travailleurs viennois, plus 5.000 blessés et par la consolidation d'un régime cléricafasciste qui détruira toute trace de démocratie, ouvrant la voie à l'annexion du pays par l'Allemagne nazie quatre ans plus tard.

Comment expliquer cette défaite du mouvement ouvrier autrichien dans son puissant bastion qu'était la ville de Vienne ?

Le Parti ouvrier social-démocrate autrichien (SDAPO) était, au lendemain de la Première guerre mondiale, le plus puissant parti socialiste d'Europe. En 1930, il représentait encore 41% de l'électorat et comptait 600.000 membres. Il s'appuyait sur son bastion de « Vienne la Rouge » dans lequel il a toujours obtenu des scores électoraux tournant aux alentours de 60% des votes. Dans cette capitale, il a mené une série de réformes sociales très avancées, allant de l'édification d'une infrastructure urbaine gigantesque et moderne, avec des logements de qualité et à bas prix pour les ouvriers, jusqu'au développement d'un réseau d'initiatives d'assistance sociale, de santé et culturelle sans précédent ni équivalent dans le monde capitaliste (voir l'article ci-dessous).

Tout cela a été bâti à un moment où les conditions étaient des plus favorables pour lui : immense prestige des membres de la direction du parti (les « austro-marxistes ») ; absence d'une opposition communiste sérieuse tant elle avait été affaiblie dans un premier temps par la « maladie infantile » du gauchisme et, ensuite, par l'absurdité des directives de la III<sup>e</sup> Internationale stalinisée ; retard dans la construction d'une opposition marxiste-révolutionnaire fragile et divisée, tels furent les facteurs qui expliquent l'hégémonie absolue de la social-démocratie sur le mouvement ouvrier autrichien de l'époque.

## Milice ouvrière

Le « Republikanischer Schutzbund », la ligue de défense républicaine, a été constitué en 1923 par le

SDAPO pour faire face aux bandes armées de la droite. Dès 1924, il comptait un effectif de 120.000 hommes plus ou moins armés. Chiffre énorme, non seulement par rapport à la population autrichienne de l'époque, mais surtout si l'on tient compte de la modestie des forces armées de l'Etat autrichien, héritier de l'empire austro-hongrois, et qui étaient limitées à 30.000 hommes par le traité de paix qui avait suivi la Première guerre mondiale.

De plus, il ne s'agissait pas d'une milice d'opérette ou de carnaval destinée à frapper l'imagination dans les défilés du Premier mai. Elle n'était pas dépourvue de préparation militaire technique ni de volonté de lutte, bien au contraire. Son entraînement avait été assuré par des officiers de réserve et de carrière attirés par le Parti socialiste pendant la révolution avortée de 1918. L'armement n'avait pas non plus été négligé ; s'il provenait en partie des premières années qui ont suivi la révolution de novembre 1918, une autre partie était beaucoup plus moderne car son acquisition avait été facilitée par la Tchécoslovaquie, dont les dirigeants socialistes étaient inquiétés par l'ascension d'un mouvement de type fasciste chez leur voisin autrichien.

Ce qui a empêché cette force extraordinaire - tant du point de vue social que militaire - d'obtenir la victoire contre les forces réactionnaires, ce fut la stratégie strictement défensive et paralysante des chefs du parti social-démocrate. Une stratégie d'autant plus nocive qu'elle était camouflée par une phraséologie de gauche. Otto Bauer, l'un des plus prestigieux représentants de l'austro-marxisme, admettait et justifiait sans détour la nécessité d'un affrontement armé avec la bourgeoisie : « La grande bourgeoisie restera-t-elle passive face à notre croissance politique qui mine sa domination ? N'essayera-t-elle pas de nous arracher nos votes avant que ces derniers ne nous donnent le pouvoir ? Ne tentera-t-elle pas de détruire la république démocratique avant qu'elle ne tombe entre nos mains ? ». Mais ces justes paroles restèrent lettre morte lorsqu'il fallait concrètement passer aux actes et répondre aux provocations et aux agressions réactionnaires.

### **Les prémisses de la déroute**

Au début des années 1930, au moment où la crise mondiale du capitalisme frappe également l'Autriche, les puissants syndicats sociaux-démocrates acceptent au nom du « moindre du mal » d'incessants reculs sur le terrain de la défense des salaires et des conditions de travail. Tout cela finit par corroder la force structurelle et la cohésion de la classe ouvrière autrichienne. Les chiffres de l'adhésion syndicale donnent un indice alarmant de cette érosion : en 1921, le nombre d'affiliés dans les syndicats dirigés par le SDAPO était de 1.079.777. Ce nombre s'est ensuite réduit à 772.762 en 1927 et à 520.162 en 1932 !

Mais au-delà de la baisse des effectifs, le plus grave était la perte de capacité de lutte des militants, y compris parmi les moins disposés à la capitulation, à cause des effets conjugués et démoralisateurs de la crise économique (chômage massif) et, surtout, des occasions de riposte gâchées au cours de plusieurs années consécutives. Ainsi, en 1927, un acte de provocation de la bourgeoisie a été le détonateur d'une riposte populaire qui fut durement réprimée par la police, avec un bilan de 94 morts et 2.000 blessés. Pendant ces événements, le « Schutzbund » avait été immobilisé et, pire encore, il n'avait été utilisé que dans le but de contrôler et de freiner les protestations des masses au lieu de les stimuler et de les protéger.

Le 15 mars 1932, après avoir brisé une grande grève des travailleurs des chemins de fer, le chancelier Dolfuss suspendit purement et simplement le Parlement. La réaction du SDAPO fut nulle. Comme l'expliqua par la suite Otto Bauer lui-même dans une auto-critique honnête mais tardive : « Nous aurions pu riposter le 15 mars en appelant à une grève générale. Jamais les conditions de succès n'avaient été meilleures. Les masses des travailleurs attendaient notre signal. (...) Mais nous avons reculé, en plein désarroi, devant le combat (...). Nous avons retardé la lutte parce que nous voulions éviter au pays le désastre d'une sanglante guerre civile. La guerre a éclaté néanmoins onze

mois plus tard, mais dans des conditions plus défavorables pour nous. Ce fut une faute - la plus néfaste de toutes nos fautes » [2].

### **Vienne la Rouge est écrasée**

A cause de cette ultime et principale reculade de 1932, quand s'instaure pleinement la dictature « clérico-fasciste » autrichienne en février 1934, de nombreux militants du « Schutzbund » ne répondirent pas à l'appel aux armes pour une insurrection qu'ils savaient désormais vouée à l'échec. Quant à la classe ouvrière dans son ensemble, démoralisée par des années de reculs et d'immobilisme de sa direction, elle « n'y croyait plus ». Le parti social-démocrate et ses organisations paramilitaires affrontèrent donc l'inévitable choc final dans les pires conditions qui soient ; celles fixées par l'adversaire de classe.

Le fameux argument justifiant la passivité selon lequel « au moment opportun, nous saurons riposter » révélait toute son inconsistance et sa nature mystificatrice. Le « moment opportun » sans cesse esquivé n'arriverait plus. Ce qui n'était pas le cas des attaques armées contre le mouvement ouvrier, des licenciements, des interdictions de journaux de gauche et des perquisitions des sièges des organisations ouvrières au cours desquelles furent saisies quantités d'armes tenues inutilement en réserve précisément en attente « du moment opportun »...

De plus, le 12 février, ce ne fut pas la direction social-démocrate qui tira la conclusion qu'il n'était plus possible de tergiverser et qu'il fallait réagir. Ce furent des directions locales du parti dans quelques villes et localités qui, sous la pression des membres, décidèrent de répondre par les armes aux multiples agressions des forces « de l'ordre » contre les sièges des organisations ouvrières. Dès la nouvelle des premières perquisitions et arrestations dans la matinée du 12 février, les affrontements commencèrent à Linz et, en dépit de l'inertie de la direction du parti, ils servirent de détonateur pour une bataille généralisée à Vienne et dans quelques autres villes du pays.

Le prix à payer pour une mobilisation spontanée et improvisée à partir d'en bas et qui n'a été que tardivement avalisée sans enthousiasme par une direction centrale - qui n'osait prendre l'initiative mais qui ne voulait pas non plus se couper totalement de sa base -, ce fut l'inefficacité et l'absence de coordination entre les différentes milices ouvrières insurgées, qui furent ainsi aisément isolées et écrasées l'une après l'autre. Lorsque le gros des troupes du « Schutzbund » fut enfin mobilisé, c'était pour se retrouver face aux formations parfaitement organisées des forces de répression qui, entre temps, avaient mis la main sur bon nombre de stocks d'armes de la milice. La plupart des points stratégiques dont l'occupation était prévue en cas d'insurrection (ponts, bâtiments publics, centres de communication) étaient déjà fortement défendus et étaient devenus imprenables.

Dans ces conditions, après quatre jours de combats et malgré une résistance héroïque, le « Schutzbund » fut battu. Quelques jours après les événements, Otto Bauer dressa avec sa lucidité tardive habituelle ce bilan : « Cette défaite était-elle inéluctable ? (...) si les chemins de fer avaient été arrêtés, si la grève générale s'était étendue à tout le pays, si le Schutzbund avait attiré à sa suite toute la masse des ouvriers dans tout le pays, le gouvernement n'aurait alors guère réussi à se rendre maître de l'insurrection ».

Certes ! Mais il faut alors se demander pourquoi la masse des ouvriers n'a-t-elle pas suivi ? On peut répondre à cette question avec Pierre Broué : « (...) seuls de jeunes ouvriers que les dirigeants ont isolés des masses se sont battus. La grande masse s'est abstenue, non qu'elle ne se sentait pas concernée, mais parce que toutes les décisions avaient été prises pour elles, à sa place, par des dirigeants qui avaient démontré qu'on ne pouvait attendre d'eux aucun succès. » [3].

Malgré tout, et contrairement au prolétariat allemand qui fut battu pratiquement sans combat par

les nazis, les travailleurs autrichiens tentèrent de résister les armes à la main. Quelques mois plus tard, leur courage servit d'exemple aux ouvriers et aux mineurs des Asturies, qui déclenchèrent en octobre 1934 une insurrection armée préventive contre la menace fasciste en Espagne, qui préluda à son tour la révolution de 1936. Face à la menace fasciste, quand la bourgeoisie opte délibérément pour l'instauration d'une dictature terroriste de ce type, on ne peut se reposer sur les seules institutions parlementaires ; l'intervention directe du mouvement ouvrier et son auto-défense armée deviennent littéralement pour lui une question de vie ou de mort.

**Ataulfo Riera**

*Une première version de cet article a été publiée dans « La Gauche », hors série n°2, hiver 2005.*

---

## **L'expérience de la municipalité rouge de Vienne**

Au lendemain de la Première Guerre mondiale, la social-démocratie autrichienne participa pendant deux ans au gouvernement, ce qui lui laissa le temps de mettre sur pied une législation sociale minimale. Puis elle se retrouva durablement dans l'opposition alors même qu'elle gérait encore le Land et la municipalité de Vienne.

Dans ce pays, l'agitation sociale et politique de l'immédiat après-guerre n'avait pas débouché sur l'émergence d'un mouvement communiste significatif (notamment parce que les austro-marxistes, avec Otto Bauer, ne s'y étaient pas ralliés tout en développant des thèses originales au sein de la social-démocratie), mais elle avait provoqué un peu partout un net raidissement à droite d'une partie importante de la paysannerie et de la bourgeoisie. Le contraste entre la capitale, une ville immense dans un si petit pays, excentrée, très ouvrière, représentant à elle seule un bon quart des électeurs autrichiens, et la campagne où dominait largement un catholicisme des plus conservateurs fut ainsi très marqué. Il inspira l'idée que la municipalité socialiste viennoise avait un caractère hydrocéphale.

L'expérience de la gestion socialiste dans la région viennoise fut exceptionnelle par la grande taille de la métropole à administrer, mais aussi par sa durée (1919-1934) malgré l'hostilité croissante du pouvoir central, l'âpreté des confrontations de classe dans le pays et un contexte historique et international qui était de plus en plus défavorable. Elle se déroula avec l'appui d'un étroit tissu associatif plus ou moins lié à la social-démocratie et au sein duquel les jeunes et les femmes - elles avaient enfin accédé aux droits politiques - étaient particulièrement actifs.

Dans ces circonstances particulières, et c'est cela aussi qui doit être souligné, la « Vienne rouge » fut un véritable laboratoire politique et social, ses réalisations d'avant-garde portant sur toutes sortes de domaines que la législation autrichienne n'attribuait pas au pouvoir central. En agissant dans tous les secteurs où elle le pouvait, la municipalité viennoise contribua à la stabilisation de l'implantation et de l'influence socialistes dans la région. Son action fut d'autant plus remarquable qu'elle était vivement combattue par une bourgeoisie qui lui fit subir toutes les tracasseries possibles en matière financière et bancaire. Cette expérience du mouvement ouvrier mérite donc d'être bien présente dans la mémoire collective.

À l'échelle du pays, les sociaux-démocrates autrichiens relégués dans l'opposition étaient impuissants alors qu'ils étaient très actifs à Vienne où les nouvelles maisons ouvrières jouaient le

rôle de véritables affiches électorales. Cette situation politique suscita de fortes tensions dans la capitale, en 1927, lorsqu'une émeute ouvrière fut réprimée dans le sang par les autorités autrichiennes. Ce drame fut provoqué par l'acquiescement des meurtriers de deux membres du Schutzbund, une milice créée dans les milieux progressistes pour la défense de la République. Les tueurs étaient issus des formations paramilitaires d'extrême-droite et cette affaire mit en discussion l'opportunité de créer une police municipale plus démocratique.

L'ampleur de l'expérience viennoise fut donc d'autant plus remarquable qu'elle se développa dans ce climat hostile. Elle prit d'ailleurs un caractère européen dans la mesure où de nombreux observateurs, et des organismes internationaux comme le BIT (Bureau Internationale du Travail), l'étudièrent de près. Quant à l'issue tragique de cette gestion municipale face à l'austro-fascisme, qui se joua dans la violence, loin de s'expliquer par la manière dont ses principaux protagonistes la conduisirent, elle fut d'abord la conséquence des pressions extérieures, italiennes, puis allemandes, et d'un contexte historique qui était dramatique à une tout autre échelle.

Cela dit, l'expérience de la « Vienne rouge » constitua une menace permanente aux yeux de la paysannerie et de la bourgeoisie, mais aussi des milieux cléricaux autrichiens. Inspirée par les théoriciens de l'austro-marxisme, elle eut une valeur civile considérable et un caractère très original. Ses réalisations concrètes furent aussi remarquables et pourraient inspirer aujourd'hui encore des politiques progressistes. Prenons deux exemples.

### **Urbanisme et culture**

Parce qu'il fallait répondre à une énorme pénurie dans ce domaine, la première priorité des réalisations de la municipalité concerna les logements sociaux. C'est ainsi qu'entre 1923 et 1932, plus de 60.000 appartements populaires furent construits, en partie sur des terrains que possédait déjà la commune, en partie sur de nouveaux terrains. Sous l'impulsion de Robert Danneberg, ces réalisations sociales et novatrices, tous les logements disposaient par exemple d'une salle de bains, furent financées et rendues possibles par des impôts directs qui étaient importants et particulièrement ciblés sur les manifestations apparentes du luxe. Cette politique sociale provoqua notamment de vives tensions avec les milieux cléricaux : en effet, devenue le deuxième propriétaire foncier juste après l'Eglise catholique, la municipalité viennoise repoussa de nombreuses demandes d'exonération fiscale qui étaient formulées par des ecclésiastiques persuadés que cela devait aller de soi puisque tel était le cas dans tout le reste du pays.

Mais l'amélioration des conditions matérielles d'existence de la classe ouvrière était aussi considérée comme indissociable de la nécessité d'une conquête culturelle concomitante. C'est la raison pour laquelle l'expérience viennoise donna encore lieu à une vaste réflexion pédagogique et à une réalisation d'avant-garde pour l'époque, soit une école moyenne unique pour tous les enfants de 10 à 14 ans qui supprimait l'existence simultanée, en filières séparées, des classes supérieures de l'école primaire (pour les enfants du peuple) et des classes inférieures des établissements gymnasiaux (pour les enfants de la bourgeoisie). « La jeunesse est notre unique espoir » : cette déclaration d'Otto Glöckel, le principal responsable de la politique scolaire viennoise, fut placée en exergue d'un livre que le pédagogue genevois Robert Dottrens consacra en 1927 à l'éducation nouvelle en Autriche (à cette époque, il soutenait André Oltramare dans la première tentative de créer une école moyenne à Genève).

Mais l'action de la « Vienne rouge » ne porta pas seulement sur les structures, ou sur l'accès aux écoles secondaires pour les filles, elle concerna aussi les méthodes pédagogiques, avec notamment l'introduction de la « discussion en classe » pour lutter contre les sentiments d'infériorité et de supériorité. Ainsi que l'éducation populaire des adultes, la recherche pédagogique et toutes sortes de manifestations culturelles. On pourrait d'ailleurs y trouver de quoi nourrir les débats

d'aujourd'hui sur l'école dans une perspective progressiste qui devrait être remise dans l'air du temps.

### **Charles Heimberg**

*Sources* : Enzo Collotti, Socialdemocrazia e amministrazione municipale : Il caso della « Vienna rossa », *Annali Feltrinelli*, N°23, Milan, 1983-1983, pp.431-474

Jacques Droz, *Histoire générale du socialisme*. Tome 3, de 1918 à 1945, Paris, PUF, 1997 (1977), pp.252-263.

• Publié initialement dans le journal suisse « Solidarités » :  
<http://www.solidarites.ch/~journal/d/article/878>

---

### **P.-S.**

• avanti4. 14 février 2014 :  
<http://www.avanti4.be/debats-theorie-histoire/article/il-y-a-80-ans-la-chute-de-vienne-la-rouge>

---

### **Notes**

[1] D'après un article d'Antonio Moscato, « Bandiera Rossa », 19.2.1984.

[2] Otto Bauer, « L'insurrection des travailleurs autrichiens », éd. L'Eglantine, Bruxelles 1934.

[3] Pierre Broué, « Histoire de l'Internationale communiste 1919-1943 », éd. Fayard 1997.